

## V comme Victoire!

Enfin, les électrices et les électeurs de Gauche peuvent voter pour un projet commun, sans avoir à se demander s'ils sont plus socialistes, plus écologistes, plus communistes, ou plus insoumis. Avec les 577 candidats de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale, le choix est simple : il faut voter pour celui ou celle qui arbore le V multicolore de la Victoire sur son bulletin de vote.



Mélanie Thomin en campagne à Daoulas

C'est bien autour des 650 propositions du programme partagé de gouvernement que s'est organisé le débat des Législatives et, au final, la question posée est assez simple : voulez-vous reprendre cinq ans de macronisme ou enfin rompre avec les politiques qui nous ont conduit dans les impasses écologiques, sociales et démocratiques?

Tout au long de cette campagne, le pouvoir n'a suivi qu'une stratégie : celle de l'évitement et de la peur.

L'évitement, car personne ne sait très bien ce que projettent les candidat.e.s de la majorité présidentielle. On a bien entendu Emmanuel Macron nous annoncer un report de l'âge de la retraite à 65 ans, mais curieusement, lorsqu'on regarde les documents électoraux de ses candidat.e.s, on n'en trouve aucune mention. Il en va de même pour l'augmentation des frais de scolarité, dans l'enseignement supérieur, ou les activités obligatoires pour les allocataires du RSA.

Ensuite, la peur. Comme leurs prédécesseurs giscardiens à la veille du 10 mai 1981, les macronistes nous annoncent l'effondrement de la France en cas de victoire de l'Union de la Gauche. Juste avant son déplacement à Brest, le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a déclaré, dans une interview accordée au *Télégramme* «**ceux de la**

**#NUPES ne soutiennent pas, voire souhaitent démanteler et remettre en cause profondément ce qu'est la dissuasion nucléaire**».

Mélanie Thomin, candidate dans la 6<sup>e</sup> circonscription, où se trouve l'île longue, a dû réagir pour corriger ces propos en citant précisément le projet de la NUPES en matière de dissuasion nucléaire. «**Quel raccourci ! Le texte du programme de gouvernement propose de relancer les processus multilatéraux de désarmement nucléaire et conventionnel dans le cadre de la Conférence du désarmement de l'ONU et la participation de la France comme membre observateur au Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)**».

«**Nous ne voulons rien démanteler, nous voulons juste que notre pays devienne un acteur majeur de la paix dans le monde**», a insisté la candidate. Au passage, alors que nous étions en pleine «période de réserve» le ministre de la Défense a tout de même trouvé le temps de poser avec le candidat «officiel» d'Emmanuel Macron à Brest.

Les menaces les plus loufoques ont été proférées par les membres du gouvernement, dans les derniers jours de la campagne, montrant bien que la victoire de la Gauche est bien possible.



## Candidats officiels?

Ce sont bien deux conceptions de la démocratie et de nos institutions qui se feront face dimanche. Soit la poursuite, et même l'amplification de la présidentialisation du régime. Soit, enfin, une respiration démocratique et un vrai partage des pouvoirs.

Il est tout de même ahurissant de voir, en 2022, des candidates et des candidats macronistes faire campagne pour les Législatives en utilisant la formule «*Candidate ou candidat officiel d'Emmanuel Macron*». Quel aveu de soumission, de la part de candidats qui aspirent à devenir parlementaires! Car le programme des candidats qui utilisent cette formule tient en une phrase : «*Nous, on votera comme le Président dira*».

Que de crises auraient pu être évitées, dans les cinq dernières années, si le Parlement avait pu jouer son rôle! C'est aussi avec cette impuissance acceptée qu'il faut rompre à l'occasion de ces Législatives.

# Finistère : quel bilan pour les députés ?

À quoi ont servi les député.e.s de la majorité présidentielle sortants ? On est en droit de se poser la question lorsqu'on regarde la trace qu'ils laisseront dans l'histoire parlementaire.



Une chambre d'enregistrements

Sur les sept députés du Finistère (Richard Ferrand, président de l'Assemblée jouant hors-catégorie), cinq n'ont présenté aucune proposition de loi (1). Bien sûr, ils et elles ont pu être cosignataires, mais seuls Annaïg Le Meur et Erwan Balanant ont déposé un texte.

Mais, dans l'ensemble la promotion 2017/2022 des député.e.s du Finistère ne laissera pas un souvenir impérissable. Il suffit d'ailleurs d'observer la campagne des élu.e.s sortants pour constater qu'il n'existe aucune cohérence de groupe entre eux, aucune prise de position commune.

En ayant été tout à la fois président du groupe LREM, dans un premier temps, puis président de l'Assemblée, Richard Ferrand porte une lourde part de responsabilité dans l'effacement du rôle du Parlement durant la 15<sup>e</sup> Législature.

C'est d'ailleurs pour analyser et comprendre ce recul, mais aussi pour proposer de nouvelles méthodes que Dominique Raimbourg, ancien député de Loire-Atlantique, et Philippe Quéré, assistant parlementaire, ont créé l'association *La loi pour tous, tous pour la loi* (2). En effet, pour eux, l'effacement du Parlement constaté durant ce quinquennat n'est pas une fatalité. Il est le résultat d'un rapport de force entre l'exécutif et le législatif.

**« Richard Ferrand porte une lourde part de responsabilité dans l'effacement du rôle du Parlement durant la 15<sup>e</sup> Législature. »**

Or, ce rapport de force a clairement tourné à l'avantage du premier ministre et du Président, du fait de la servilité du groupe majoritaire. **« C'est tout de même paradoxal pour des parlementaires, les députés du groupe majoritaire ont abdiqué toute prétention législative »**, notait Jean-Jacques Urvoas, dans une contribution publiée par le think tank *L'Hétairie*, *L'OURS* et la *Fondation Jean-Jaurès*.

**« L'opposition n'a jamais été autant muselée »,** a également noté l'ancien garde des Sceaux. **« Autant les députés LREM ne semblent pas savoir comment contrôler l'exécutif, autant ils maîtrisent parfaitement la procédure parlementaire lorsqu'il s'agit d'empêcher l'opposition de jouer son rôle de contrôle et de propositions. »**

**« Ainsi donc, en quelques mois, au cœur d'une crise sanitaire sans précédent, l'Assemblée nationale s'est volontairement éteinte »,** conclut Jean-Jacques Urvoas. **« Là où la Chambre des députés, durant la grande guerre de 1914-1918, avait démontré l'utilité d'un parlementarisme de guerre en assurant "l'unité morale et matérielle de la nation", en sortant peu à peu du rôle que l'exécutif avait imaginé pour elle, la majorité de la 15<sup>e</sup> Législature a réduit la représentation nationale au simple rang de spectatrice docile de l'action gouvernementale. »**



Il faut renforcer le Parlement

La docilité avec laquelle les candidats macronistes ont, sur toutes leurs affiches et leurs documents de campagne, fait apparaître la photo du président de la République, atteste, à l'évidence, qu'ils ne sont pas encore prêts à couper le cordon. C'est pourtant une condition indispensable pour que le Parlement devienne adulte.

(1) Source [www.nosdeputes.com](http://www.nosdeputes.com)

(2) <https://laloipourtoustouspurlaloi.blog>

## Mettre fin à la monarchie républicaine



« Le projet de la macronie ? Garder le pouvoir. Le nôtre, vous le rendre. » Voilà comment on peut résumer la partie du programme de la NUPES consacrée aux institutions qui prévoit très clairement d'en finir avec la monarchie présidentielle qui concentre bien trop de pouvoirs entre les mains d'un seul homme.

de l'Informatique et des Libertés (CNIL), permettant de faire inscrire une proposition de loi à l'ordre du jour des assemblées sera reconnu.

Ce renforcement des pouvoirs des citoyens doit aller de pair avec l'élaboration d'une nouvelle constitution permettant de passer à une VI<sup>e</sup> République qui soit un régime parlementaire stable. Pour y parvenir, l'Assemblée élue le 19 juin fixera les modalités d'écriture d'une nouvelle Constitution.

Pour mettre fin à la domination et l'omniprésence du président de la République, l'Assemblée sera élue au scrutin proportionnel, mais surtout pas dans la foulée de l'élection présidentielle. Ce Parlement, dont l'élection sera totalement déconnectée de la Présidentielle, verra ses moyens de contrôle de l'exécutif renforcés, notamment en ce qui concerne les opérations extérieures et ne sera plus sous la menace du 49.3.

Comment y parvenir ? D'abord, en accordant plus de pouvoirs au peuple. Cela passe par l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne, mais aussi par l'abaissement du droit de vote à 16 ans, la reconnaissance du vote blanc ou, enfin, le droit de vote aux résidents étrangers pour les élections locales, promis depuis 1981. Un droit de pétition numérique, encadré par la Commission Nationale

# Priorité à la jeunesse

C'est symboliquement le 3 juin, date du lancement de *Parcoursup* que les organisations de jeunesse des formations qui composent la NUPES ont tenu une conférence de presse pour présenter le plan d'urgence en faveur des jeunes. Car il y a bien urgence.



La conférence de presse des jeunes de la NUPES

**P**arcoursup symbolise parfaitement la manière dont les lycéens et les étudiants ont été traités depuis cinq ans : une voie royale pour les premiers de cordée et une mise à l'écart pour tous les autres.

Aujourd'hui, un quart des jeunes vit sous le seuil de pauvreté et la moitié des étudiants doivent travailler pour financer leurs études.

Dans ce contexte, *Parcoursup* n'a été inventé que pour gérer la pénurie de places dans les facs puisque les investissements n'ont pas été programmés. Et pourtant, les projections démographiques pouvaient permettre d'anticiper.

**« Ce n'était pas facile d'avoir 20 ans sous Macron. »**

Pour la NUPES, il faut supprimer la sélection, à l'entrée à l'Université, mais aussi en Licence et en Master. Et surtout pas augmenter les droits d'inscription, comme le demandait le candidat Macron pendant la Présidentielle.

Les investissements pour l'enseignement supérieur doivent porter, à la fois, sur les bâtiments et les personnels. Un plan de recrutement de 30 000 personnes sera lancé, pour de nouveaux enseignants chercheurs, mais aussi pour des personnels administratifs, indispensables pour faire fonctionner les Universités. De nouveaux bâtiments doivent être construits pour mettre fin à la sélection par le manque de places dans les amphis.

Mais l'émancipation de la jeunesse ne passe pas que par l'amélioration des conditions d'études dans l'enseignement supérieur. Elle passe aussi par le logement, les transports, la santé, l'alimentation, la lutte contre l'isolement..., a rappelé Nathalie Sarrabezolles à l'issue d'une rencontre avec les représentantes et représentants de la *Fédé B*, association étudiante de Brest.



Nathalie Sarrabezolles rencontre la *Fédé B*

Sur toutes ces questions, la NUPES avance des propositions comme la création d'un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun, ainsi qu'aux vélos et voitures en libre service.

Alors que les présidents de Conseils départementaux de Gauche se sont mobilisés durant tout ce quinquennat pour expérimenter un revenu de base, le programme de gouvernement partagé prévoit de créer une allocation d'autonomie pour les jeunes, fixée au-dessus du seuil de pauvreté (1 063 euros pour une personne seule).

Les indemnités de stage seront renégociées avec les branches patronales.

Dès la première année du mandat, un débat sur l'instauration d'une conscription citoyenne pour les femmes et les hommes de moins de 25 ans, rémunérée au SMIC sur des tâches d'intérêt général, sera engagé à l'Assemblée. Cette conscription citoyenne pourrait comporter un bilan de santé, une évaluation des capacités d'écriture, lecture et calcul, avec une mise à niveau si nécessaire, ainsi qu'une formation gratuite à la conduite et le passage du permis de conduire pour chaque jeune. Ce débat aboutira à un projet de loi.

## Pour une orientation choisie



Dans une tribune publiée dans *Libération*, Yannick Trigance plaide pour la suppression de *Parcoursup*. « À la violence de

l'algorithme, dont nous sommes nombreux à continuer de réclamer depuis le début la transparence des critères, s'ajoute l'angoisse d'une procédure trop lente, où toute une moitié de la jeunesse est sommée d'attendre que la moitié la "mieux classée" fasse ruisser le rebut des choix dont elle n'aura pas voulu.

Combien d'élèves y ont déjà intégré, malgré eux, l'idée qu'un "16" dans leur lycée ne peut pas valoir un "16" à Paris ? C'est aussi le cas dans de nombreux autres territoires populaires, déclassés, périphériques, où les élèves savent que leurs souhaits seront sans doute contrariés, quand bien même il faut justifier en 120 mots de son 10<sup>e</sup> choix de formation comme s'il était le premier. Quand bien même cela concerne une filière non sélective de l'Université !

Voilà l'absurdité d'un système devenu le symbole de la politique éducative menée sous le premier mandat d'Emmanuel

Macron, et où tout est une affaire de compétition intégrale et aveugle.

L'abandon d'un système éducatif censé donner sa chance à chacun et permettre la progression sociale au profit d'un système qui reproduit les inégalités est inexcusable. Il accompagne la réduction critique et continue des moyens alloués aux Universités. Ce manque de moyens publics dont ceux qui les décident se servent ensuite pour justifier, plein de cynisme, que non, tout le monde ne peut pas avoir une place pour faire des études supérieures.

Les choses peuvent être différentes à condition de s'en donner les moyens. L'orientation choisie doit être la règle. Le Baccalauréat doit donner accès à la filière de son choix. L'accès à une formation diplômante après le Bac doit devenir l'horizon de la grande majorité d'une classe d'âge. Il est urgent de mettre les moyens pour inverser la courbe de la reproduction sociale dans l'enseignement supérieur. Ne laissons pas croire que *Parcoursup* est un outil d'orientation quand il est un gestionnaire de la pénurie de places.

Il n'y a pas de fatalité à ce que le passage vers le système éducatif supérieur fonctionne comme une trappe. Faisons-en un tremplin ! »

# Agenda

**12 juin**  
Premier tour des  
Législatives.

**19 juin**  
Second tour des  
Législatives.

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1397 - Vendredi 10 juin 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année  
Adhérents : 25 euros  
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



L'invitée de la semaine

# NUPES : nous avons entendu nos électeurs

Corinne Narassiguin

**Soumission aux Insoumis ? Invention d'une nouvelle Union de la Gauche ? Corinne Narassiguin, secrétaire nationale du PS et vice-présidente du Parlement de la NUPES, nous explique comment s'organisent les discussions au sein de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale, pour comprendre ce qui est en train de se construire à Gauche.**

**Cap Finistère : Sur quels points les socialistes ont-ils fait entendre leur différence pour l'élaboration des 650 propositions du programme de gouvernement partagé ?**

**Corinne Narassiguin :** Chacun est venu avec ses propositions, même si la base des discussions était le programme de la France insoumise. Nous avons apporté les nôtres qui sur bien des points ont été reprises. Je pense, plus particulièrement, à tout ce qui touche à la santé et aux déserts médicaux. Nous avons beaucoup travaillé ce sujet, notamment grâce à nos parlementaires et nos élus locaux. Je pense aussi à la santé mentale, enjeu majeur mais trop souvent négligé.

Sur l'éducation aussi, nous avons enrichi le programme, notamment, sur l'accompagnement des décrocheurs. Je pourrais aussi citer la culture et le sport.

La démocratie sociale constituait un des éléments phares du projet d'Anne Hidalgo et là encore nous avons réussi à faire passer l'idée que tout ne peut pas se régler par la loi et qu'il faut faire confiance aux corps intermédiaires pour négocier, dans le cadre de conférences sociales, le niveau des rémunérations ou la durée du temps de travail.

Enfin, là aussi parce que nous disposons d'un réseau d'élu.e.s locaux, nous avons amélioré la partie logement, en introduisant l'encadrement des loyers, les aides à la rénovation ou le bouclier-logement.

**Cap Finistère : Mais des divergences demeurent ?**

**Corinne Narassiguin :** Évidemment, et nous ne les cachons pas, nous sommes dans une coalition et non dans une fusion. Par conséquent, chaque formation conserve son histoire et ses spécificités. Nous avons acté les points qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus et nous les avons même inscrits dans le programme de gouvernement partagé en précisant qu'ils feraient l'objet de discussions à l'Assemblée.

Dans les discussions nous avons fait entendre nos différences, essentiellement

sur les questions internationales, européennes et régaliennes. Nous avons, par exemple, tenu à ce que le texte stipule notre soutien au peuple ukrainien.

En ce qui concerne la sécurité, le texte initial pouvait laisser croire, avec le terme « violences policières », qu'elles étaient inhérentes à la police. Or, nous pensons que, si certains policiers peuvent commettre des fautes, la violence n'est pas consubstantielle de l'institution qui a, au contraire, pour mission de garantir la sécurité. De plus, certaines doctrines de maintien de l'ordre peuvent placer les forces de l'ordre dans des situations impossibles.

Nous avons également refusé l'idée d'une loi d'amnistie générale pour toutes les personnes condamnées après des manifestations. Là encore, nous refusons les généralités : nous ne pouvons pas faire preuve de complaisance vis-à-vis de ceux qui profitent des manifestations pour aggraver les forces de l'ordre ou saccager le mobilier urbain.

**Cap Finistère : En quoi consiste le rôle du Parlement de la NUPES, dont tu es la vice-présidente ?**

**Corinne Narassiguin :** Il ne faut pas voir ce Parlement comme un super Conseil national, mais plutôt comme une plateforme d'interaction entre nos mouvements politiques et des personnalités du monde intellectuel, culturel, associatif ou syndical qui soutiennent notre démarche et veulent apporter leur contribution. La Gauche unie, ce ne sont pas que des accords d'appareils sur un programme et des candidatures. Ce sont aussi des personnalités qui s'engagent et qui apportent leur expertise.

À ce stade, le rôle des membres du Parlement de la NUPES consiste essentiellement à soutenir les candidates et candidats aux Législatives en rejoignant leurs comités de soutien ou en publiant des appels ou des tribunes.

Il faudra tirer un bilan après la campagne pour envisager l'avenir de cette instance. La Gauche a réussi à retisser des liens avec de très nombreux compagnons de route qui s'étaient un peu éloignés de la politique, mais qui veulent, à leur manière, participer à l'écriture de ce nouveau chapitre de l'histoire de la Gauche. Ce lieu de débat et de propositions sera précieux pour l'avenir.

